



**FORMULE DE DÉCLARATION DES INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES
DES ÉLUS MUNICIPAUX**

**ARTICLES 357 ET 358 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET
LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS (LRQ c. E-2.2)**

Je, SEBASTIEN GAVOITTE,
domicilié(e) au, 299A RUE ST-JACQUES,
en ma qualité de membre du conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu,
déclare par la présente:

1. Que j'occupe l'(les) emploi(s) suivant(s) :

(identifier l'(les) emploi(s) concerné(s) ainsi que l'(les) employeur(s))

DIRECTEUR ADJOINT RESSOURCES HUMAINES
CENTRE DE SANTÉ INULITSIVIK

2. Que j'occupe le(s) poste(s) d'administrateur suivant(s) :

(identifier le (les) poste(s) d'administrateur et l'(les) organisme(s) concerné(s))

Ø

**3. Que j'ai contracté des emprunts dont le solde, en principal et intérêts, excède
2 000 \$, auprès de(s) personne(s) ou organisme(s) suivant(s) (à l'exception des
institutions financières) : (identifier la (les) personne(s) ou organisme(s) concerné(s))**

Ø

4. Que j'ai accordé des prêts dont le solde, en principal et intérêts, excède 2 000 \$, aux personnes suivantes (à l'exception des membres de ma famille immédiate) ⁽¹⁾ :

5. Que je possède des intérêts pécuniaires dans la (les) personnes(s) morale(s), société(s) ou entreprise(s) suivante(s), susceptible(s) d'avoir des marchés avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ou avec tout organisme municipal dont je fais partie :

6. Que je possède des intérêts pécuniaires dans les immeubles suivants, lesquels sont situés sur le territoire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et/ou de la Municipalité régionale de Comté du Haut-Richelieu :

299-299A RUE ST-JACQUES

St-Jean-sur-Richelieu Québec

J3B 2L1

En foi de quoi, j'ai signé à Saint-Jean-sur-Richelieu,

Ce 6° jour du mois de janvier 2025
(jour/mois/année)


Signature

En vertu de la Loi, la déclaration ne mentionne pas les informations suivantes :

- 1°- La valeur des intérêts y énumérés;
 - 2°- Le degré de participation du membre du Conseil dans les personnes morales, sociétés ou entreprises;
 - 3°- L'existence de sommes déposées dans un établissement financier;
 - 4°- La possession d'obligations émises par un gouvernement, une municipalité ou un autre organisme public.
- (1) On entend, par membre de la famille immédiate, le (la) conjoint (conjointe) du membre du conseil municipal, un de ses enfants à charge ou un enfant à charge de son (sa) conjoint (conjointe).